

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ\* SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger { Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée ; moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

- 7 juillet — Décret portant modification des articles 416 et 417 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 615 du 31 octobre 1941*) 592
- 22 août — Arrêté ministériel portant prohibition de sortie. (*Arrêté de promulgation n° 619 du 5 novembre 1941*) 593
- 23 août — Arrêté interministériel supprimant P. U. R. S. S. de la liste figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, relatif aux exportations françaises (engagement de non-réexportation). (*Arrêté de promulgation n° 620 du 5 novembre 1941*) 594
- 5 septembre — Décret instituant des permissions spéciales d'absence pour séjour dans les stations climatiques coloniales. (*Arrêté de promulgation n° 616 du 31 octobre 1941*) 594
- 16 septembre — Loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 21 août 1941, relative à la mise sous séquestre des biens des associations dissoutes en exécution de l'article 5 de la loi du 29 août 1940, créant la Légion Française des Combattants. (*Arrêté de promulgation n° 617 du 31 octobre 1941*) 596
- 21 septembre — Décret tendant à réglementer dans les territoires relevant de l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française les ventes aux enchères ou à cri public. (*Arrêté de promulgation n° 618 du 31 octobre 1941*) 596
- 2 novembre — Loi interdisant la réception ou l'audition en quelque lieu que ce soit, public ou privé, des émissions radiophoniques des postes britanniques ou autres postes étrangers

où l'on se livre à une propagande anti-nationale. (*Arrêté de promulgation n° 626 du 12 novembre 1941*) 597

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

- 21 janvier — N° 241 F. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant pour l'Afrique occidentale française le prix d'achat du gramme d'or fin et d'argent par le Gouvernement général, promulgué au Togo par arrêté n° 614 du 31 octobre 1941. 598
- 30 avril — N° 1.535 T. P. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, codifiant en Afrique occidentale française la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or, et réglant les modalités d'achat de la production aurifère par le Gouvernement général, promulgué au Togo par arrêté n° 614 du 31 octobre 1941. 599
- 18 août — N° 2.906 T. P. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, complétant l'arrêté général n° 241 F. du 21 janvier 1941 relatif au prix d'achat du gramme d'or fin et d'argent par le Gouvernement général, promulgué au Togo par arrêté n° 614 du 31 octobre 1941. 598
- 19 septembre — N° 3.273 F. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, modifiant et complétant l'arrêté général n° 1.535 T. P. du 30 avril 1941, relatif à la détention, au commerce et à la circulation de l'or, et aux modalités d'achat de la production aurifère par le Gouvernement général, promulgué au Togo par arrêté n° 614 du 31 octobre 1941. 604
- 27 octobre — N° 3.753 D. S. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif à la circulation des français et étrangers à l'intérieur de l'Afrique française. 605

28 octobre	—	N° 608 — Arrêté annulant l'arrêté n° 73 du 18 février 1941 et créant des stocks administratifs de sécurité de combustibles liquides.	605
28 octobre	—	N° 768 — Décision modifiant la date de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires pour l'année 1941.	606
30 octobre	—	N° 610 — Arrêté portant ouverture de la grande campagne d'achat de cacao et fixant les prix à payer aux producteurs.	606
31 octobre	—	N° 611 — Arrêté fixant le tarif des cessions de travaux faites par l'Ecole professionnelle de Sokodé.	606
7 novembre	—	N° 621 — Arrêté fixant les prix d'achat de palmistes, coprah et cafés sur les divers marchés du Territoire.	607
9 novembre	—	N° 623 — Arrêté modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 610 du 30 octobre 1941 portant ouverture de la grande campagne d'achat de cacao et fixant les prix d'achat à payer aux producteurs.	606
9 novembre	—	N° 624 — Arrêté rapportant l'arrêté n° 621 du 7 novembre 1941 et fixant à nouveau les prix d'achat de palmistes, coprah et cafés sur les divers marchés du Territoire.	607
Personnel			608
Divers			608

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Domaines	{	Avis sur les transactions immobilières	610
		Avis de demande d'immatriculation	610
		Avis de bornage	610

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Régime financier des colonies

ARRETE N° 615 promulguant au Togo le décret du 7 juillet 1941 portant modification des articles 416 et 417 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 7 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 23 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 juillet 1941 portant modification des articles 416 et 417 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la loi du 12 décembre 1940 relative à la remise des débits constatés au profit du trésor;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 416 et 417 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies sont modifiés comme suit :

« Art. 416. — Aucune remise de débet ne peut être accordée, à titre gracieux, à un comptable du trésor que par arrêté signé du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, après avis du secrétaire d'Etat aux colonies et du conseil d'Etat, et publié au *Journal officiel*.

« Art. 417. — S'il s'agit d'autres comptables (receveurs de l'enregistrement, receveurs comptables des postes et des télégraphes, etc.), la remise peut être accordée par arrêté signé du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, après avis du conseil d'Etat, et publié au *Journal officiel*.

« Pour les comptables des communes et des établissements de bienfaisance, la remise pourra être accordée dans les mêmes formes, après avis favorables des conseils municipaux et des commissions administratives intéressées ».

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 7 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

AMIRAL PLATON.

#### Prohibitions de sortie

ARRETE N° 619 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 22 août 1941 portant prohibition de sortie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1941, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole, promulgué au Togo le 5 octobre 1939;

Vu l'arrêté ministériel du 22 août 1941;

Vu les instructions en date du 17 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 22 août 1941 portant prohibition de sortie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1941.

J. DELPECH.

## LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu la loi du 29 mai 1941;  
Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;  
Vu le décret du 29 juillet 1940;  
Vu le décret du 13 septembre 1940;  
Vu le code des douanes;

Sur l'avis du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, du secrétaire d'Etat au ravitaillement et du secrétaire d'Etat à la production industrielle;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est modifiée et complétée comme suit :

NUMERO du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	MINISTÈRES responsables	NUMERO du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	MINISTÈRES responsables
40	Os calcinés à blanc . . . . .	P	0272	Pyrogallol (acide pyrogallique) . . . . .	P
41	Noir d'os (noir animal) . . . . .	P	0297	Acide benzoïque anhydre . . . . .	P
43	Autres produits et dépouilles à l'état brut . . . . .	P A	0336 ter	Urée . . . . .	P
113	Cires végétales de carnauba, de myrica et autres non dénommés ailleurs . . . . .	P	0359	Acétylmorphine, éthylmorphine et leurs sels . . . . .	P
115 bis	Goudron . . . . .	P	0361	Pancréatine . . . . .	P
115 ter	Huile de résine . . . . .	P	0362	Papaine . . . . .	P
154 bis	Ecorce de mimosa noir, de mimosa vert, etc . . . . .	P	0373	Créosote de bois . . . . .	P
179 ter	Dolomie artificielle (carbonate double de chaux et de magnésie) . . . . .	P	0380 ter	Confits artificiels pour tannerie . . . . .	P
A-5	Eaux ammoniacales provenant de l'épuration du gaz . . . . .	P	0381 quinzième	Produits anticryptogamiques, insecticides, parasitocides, herbicides et fongicides, composites autres qu'à base de cuivre . . . . .	P
013 bis	Sulfure de carbone . . . . .	P	0382	Métaldéhyde en comprimés . . . . .	P
036	Lactate d'antimoine . . . . .	P	308 bis et 309 ter	Couleurs pour la peinture artistique, la décoration, etc. . . . .	P
090	Sels d'argent . . . . .	P	308 quater	Couleurs céramiques, etc. . . . .	P
094	Composés organiques de l'argent . . . . .	P	309	Couleurs en pâtes préparées à l'eau ou à la colle, etc. . . . .	P
0100	Chlorure de baryum . . . . .	P	310	Couleurs non dénommées . . . . .	P
0105	Autres sels de bismuth . . . . .	P	320	Cire à cacheter . . . . .	P
0130-5 et 6	Oxydes de fer artificiels . . . . .	P	320 bis	Cire pour la chirurgie dentaire . . . . .	P
0130-7	Oxydes de fer alcalinisés pour l'épuration des gaz . . . . .	P	320 ter	Cire ou pâte à modeler, en plaques ou autrement . . . . .	P
0138	Citrate de magnésie . . . . .	P	321	Bougies de toutes sortes . . . . .	P
0145-2	Sulfure de mercure artificiel en pierres . . . . .	P	322 A	Acide stéarique ouvré autrement qu'en bougies, non tarifé ailleurs . . . . .	P
0145-3	Sulfure de mercure artificiel pulvérisé (vermillon) . . . . .	P	322 B	Cire ouvrée autrement qu'en bougies, non tarifée ailleurs . . . . .	P
0157	Carbonate de potasse . . . . .	P	323	Chandelles . . . . .	P
0174	Chlorure de zinc sec et liquide . . . . .	P	330	Cirages, crèmes, pâtes, enduits pour chaussures, harnais, etc . . . . .	P
0175	Oxyde de zinc . . . . .	P	461 A	Papier à cigarettes . . . . .	P
0189	Acide monochloracétique . . . . .	P	461 bis	Papiers de tenture, etc . . . . .	P
0193	Alcool amylique . . . . .	P	461 ter	Papiers spéciaux dits chimiques . . . . .	P
0193 ter	Alcool isobutylique . . . . .	P	461 quater A	Papier photographique sensibilisé . . . . .	P
0193 quater	Alcool propylique . . . . .	P	462 bis	Carton moulé, armé ou non, dit de papier mâché; carton pierre, etc . . . . .	P
0203 bis	Acétate d'amyle . . . . .	P	463 bis	Fibre vulcanisée (carton dit américain) et produits similaires . . . . .	P
0204	Anhydride acétique . . . . .	P	464 bis	Bobines et tubes coniques et cylindriques dits busettes pour filatures ou tissage . . . . .	P
0204 bis 0204 ter	Métaldéhyde . . . . .	P	464 quater	Lincrusta et similaires . . . . .	P
0206 ter	Paraldéhyde éthylique . . . . .	P	465 à 485 ter	Objets en carton ou en cellulose . . . . .	P
0219 bis	Acide valérianique (iso) . . . . .	P	465 quater	Cartons pour photographies, etc . . . . .	P
0220	Valérianates d'ammoniaque, de fer, de magnésie, de soude, de zinc . . . . .	P	485 quinzième	Cahiers, carnets, calepins, registres, blocs-notes, etc . . . . .	P
0221	Valérianates autres . . . . .	P	485 sixième	Les mêmes, cartonnés et reliés . . . . .	P
0222	Acide lactique . . . . .	P	485 septième	Carton-canevas ou carton perforé pour broderie ou autre non dénommé ailleurs . . . . .	P
0223 à 0226	Lactates . . . . .	P	485 quater 2 et 3	Carton ou carte perforés pour Jacquard . . . . .	P
0230	Acide citrique . . . . .	P	475	Rouleaux et bandes pour cinématographes sensibilisés . . . . .	P
0231 à 0233	Citrates . . . . .	P		Tuyaux et conduits en papier bitumé . . . . .	P
0239	Malonate d'éthyle . . . . .	P			
0240	Diéthylmalonate d'éthyle . . . . .	P			
0253 ter	Produits favorisant le mouillage ou l'ensimage des textiles, genre Nekal, Léonil . . . . .	P			
0264	Parachlorophénol . . . . .	P			
0266	Mononitrophénols, dinitrophénols . . . . .	P			
0268 ter	Résorcine . . . . .	P			

Fait à Paris, le 22 août 1941.

Pour le ministre de l'économie nationale et des finances et par délégation :  
Le secrétaire général pour les questions économiques

**Exportations françaises****Engagement de non — réexportation**

ARRETE N° 620 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 23 août 1941 supprimant l'U. R. S. S. de la liste figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, relatif aux exportations françaises (engagement de non-réexportation).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940 relatif aux exportations françaises (engagement de non-réexportation) promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu l'arrêté interministériel du 23 août 1941;

Vu les instructions en date du 17 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 23 août 1941 supprimant l'U. R. S. S. de la liste figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 12 décembre 1940, relatif aux exportations françaises (engagement de non-réexportation).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1941.

J. DELPECH.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET À LA MARINE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'AGRICULTURE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉRIEUR ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1940 pour l'application du décret précité;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1940 relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises, modifié par l'arrêté du 6 avril 1941;

**ARRETEMENT :**

ARTICLE UNIQUE. — L'U. R. S. S. est supprimée de la liste figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 12 dé-

cembre 1940 des pays auxquels s'applique la formalité de l'engagement de non-réexportation.

Fait à Vichy, le 23 août 1941.

Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères  
et à la marine,  
Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,  
François LEHIDEUX.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,  
Pierre CAZIOT.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Pierre PUCHEU.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

**Permissions d'absence pour séjour dans les stations climatiques coloniales**

ARRETE N° 616 promulguant au Togo le décret du 5 septembre 1941 instituant des permissions spéciales d'absence pour séjour dans les stations climatiques coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 5 septembre 1941;

Vu les instructions en date du 17 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 septembre 1941 instituant des permissions spéciales d'absence pour séjour dans les stations climatiques coloniales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les déplacements et les passages des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes subséquents qui l'ont modifié;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée pour chaque colonie, les chefs des gouvernements généraux et des territoires autonomes relevant du secrétariat d'Etat aux colonies pourront, après avis conforme des conseils de santé et dans la mesure permise par la bonne marche du service, accorder aux fonctionnaires employés et agents non originaires de la colonie où ils sont en service et qui justifient du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif, des autorisations spéciales d'absence pour en jouir dans les stations maritimes ou d'altitude de la colonie, ou, à défaut, de la colonie la plus voisine. La liste de ces stations sera établie pour chaque colonie par arrêté local.

A titre exceptionnel et sur rapport spécial et motivé du conseil de santé, il pourra être accordé des autorisations spéciales d'absence avant l'accomplissement du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif.

ART. 2. — Ces autorisations spéciales d'absence ne peuvent être accordées pour une durée de plus de trois mois, non compris la durée des voyages aller et retour. Elles ne peuvent en aucun cas être prolongées ni renouvelées.

Le bénéfice de ces autorisations spéciales d'absence ne peut se cumuler au cours de la même année avec l'octroi des permissions prévues par les articles 23 et 24 du décret du 2 mars 1910; ces permissions, s'il en est concédé, devront obligatoirement être décomptées pour leur durée totale dans la détermination de la durée de ladite autorisation.

ART. 3. — Les fonctionnaires, employés et agents titulaires d'une autorisation spéciale d'absence pourront être autorisés, à se faire accompagner par leur famille. Pendant la durée de l'absence, y compris celle du transport par voie terrestre, ils percevront la solde coloniale augmentée de l'indemnité de zone et, s'il y a lieu, des charges de famille à l'exclusion de tout autre supplément ou indemnité pendant la durée des traversées par mer, la solde d'Europe augmentée, s'il y a lieu, des charges de famille sera seule attribuée.

Les dépenses occasionnées par le transport des fonctionnaires, employés et agents, et le cas échéant de leur famille, sont à la charge du budget qui supporte la solde.

ART. 4. — Les autorisations spéciales d'absence accordées en application du présent décret ne sont pas interruptives du temps de séjour accompli dans la colonie; elles ne s'opposent pas à l'attribution ultérieure du congé administratif auquel le fonctionnaire, employé ou agent pourrait prétendre dans les conditions prévues à l'article 35 du décret du 2 mars 1910; toutefois, la durée de l'autorisation spéciale d'absence, y compris celle des voyages aller et retour, sera déduite du temps de présence à la colonie entrant en ligne de compte pour l'application de l'article précité.

Les bénéficiaires de ces autorisations spéciales d'absence ne pourront obtenir de congé administratif

qu'après avoir accompli au minimum une année de séjour dans la colonie à compter de leur retour à leur poste.

ART. 5. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 5 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Mise sous séquestre des biens des associations dissoutes

ARRETE N° 617 promulguant au Togo la loi du 16 septembre 1941 rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 21 août 1941, relative à la mise sous séquestre des biens des associations dissoutes en exécution de l'article 5 de la loi du 29 août 1940, créant la Légion Française des Combattants.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion Française des Combattants (J. O. Togo du 16 mars 1941, page 126);

Vu la loi du 16 septembre 1941;

Vu la circulaire n° 744 A. P./I et les instructions en date des 9 et 17 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 16 septembre 1941 rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 21 août 1941, relative à la mise sous séquestre des biens des associations dissoutes en exécution de l'article 5 de la loi du 29 août 1940, créant la Légion Française des Combattants.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 21 août 1941 relative à la mise sous séquestre des biens des associations dissoutes en exécution de l'article 5 de la loi du 29 août 1940, portant création de la Légion Française des Combattants, sont rendues applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

Les pouvoirs exercés par les préfets seront dévolus aux chefs de territoires.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*LOI du 21 août 1941 portant mise sous séquestre des biens des associations dissoutes.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Vu l'article 8 de la loi du 29 août 1940;  
Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans chaque département, la mise sous séquestre des biens des associations dissoutes en exécution de l'article 5 de la loi du 29 août 1940 est prononcée par arrêté du préfet qui désignera en même temps un administrateur séquestre.

Ce séquestre sera chargé de prendre, en ce qui concerne ces biens, toutes mesures conservatoires.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 21 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Pierre PUCHEU.

### Ventes aux enchères ou à cri public

ARRETE N° 618 promulguant au Togo le décret du 21 septembre 1941 tendant à réglementer dans les territoires relevant de l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française les ventes aux enchères ou à cri public.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 21 septembre 1941;

Vu les instructions en date du 23 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 septembre 1941 tendant à réglementer dans les territoires relevant de l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française les ventes aux enchères ou à cri public.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la loi du 8 mars 1941 relative aux ventes aux enchères;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'il y a lieu, dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, à vente aux enchères ou à cri public de marchandises, denrées ou objets quelconques dont le prix a fait l'objet de décision de taxation ou d'homologation des prix par l'autorité compétente, les enchères doivent être interrompues, lorsque le montant de la dernière enchère, tous frais incombant à l'acheteur compris, atteint le prix maximum autorisé.

Si plusieurs acquéreurs éventuels offrent de payer le prix limite, l'adjudication a lieu au profit de l'enchérisseur désigné par le sort, sous réserve du droit de préemption institué par l'article 2 ci-après.

ART. 2. — L'autorité administrative peut exercer un droit de préemption sur les marchandises, denrées ou objets quelconques — à l'exception des objets ayant une valeur de souvenir, de collection ou d'art — offerts en vente aux enchères ou à cri public et dont la liste sera établie par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française.

En vue de permettre l'exercice de ce droit de préemption, tout officier public ou ministériel, courtier, mandataire ou toute autre personne procédant à la vente est tenu d'en aviser une semaine à l'avance le chef de territoire ou son représentant local.

Le chef de territoire ou son représentant peut, en cas d'urgence, notamment lorsque la vente porte sur des denrées périssables, autoriser la vente avant l'expiration du délai ainsi imparti.

ART. 3. — Lorsque la vente porte sur une denrée dont la cession n'est autorisée que moyennant la remise par le cessionnaire d'un bon, ticket ou coupon en exécution des arrêtés relatifs au rationnement des denrées ou à l'organisation professionnelle, les bons, tickets ou coupons sont remis à la personne pour le compte de laquelle la vente a lieu, ou si cette personne n'est ni présente, ni représentée, à l'officier public ou ministériel, courtier ou mandataire ou toute autre personne qui procède à la vente.

Toutefois, lorsque la vente a lieu par cessation de commerce, liquidation judiciaire ou faillite, les titres d'achat énumérés à l'alinéa précédent sont remis s'il y a lieu à l'acquéreur du droit à l'achalandage.

ART. 4. — Sans préjudice des sanctions disciplinaires qui peuvent être appliquées aux officiers publics ou ministériels, toute infraction aux dispositions du présent décret est passible des peines prévues par les textes relatifs à la réglementation des prix et au rationnement des denrées.

ART. 5. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 21 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

### Emissions radiophoniques

ARRETE N° 626 promulguant au Togo la loi du 2 novembre 1941 interdisant la réception ou l'audition en quelque lieu que ce soit, public ou privé, des émissions radiophoniques des postes britanniques ou autres postes étrangers où l'on se livre à une propagande anti-nationale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 2 novembre 1941;

Vu le T. O. n° 387 du 9 novembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 2 novembre 1941 interdisant la réception ou l'audition en quelque lieu que ce soit, public ou privé, des émissions radiophoniques des postes britanniques ou autres postes étrangers où l'on se livre à une propagande anti-nationale.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 novembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies est interdite la réception ou l'audition en quelque lieu que ce soit, public ou privé, des émissions radiophoniques des postes britanniques ou autres postes étrangers où l'on se livre à une propagande anti-nationale.

ART. 2. — Dès constatations d'une infraction au présent décret, le chef du territoire peut prendre à l'égard du contrevenant la mesure de l'interdiction administratif et si la réception ou l'audition des émissions interdites a lieu dans un café, bar, hôtel, restaurant, salon, théâtre, cercle, salle de réunion ou tout autre établissement ouvert au public, il peut prononcer la fermeture dudit établissement pour une durée pouvant atteindre six mois. Dans tous les cas il est prononcé à la saisie administrative des appareils.

ART. 3. — Toute infraction au présent décret est punie d'une amende de 200 à 10.000 francs à l'exclusion de tous décimes additionnels et à l'emprisonnement de six jours à 2 ans ou l'une de ces deux peines seulement. En outre le tribunal peut prononcer pour une durée de un mois à 6 mois la fermeture des établissements désignés à l'article 2. Dans tous les cas il ordonnera la confiscation des appareils saisis.

ART. 4. — La loi du 30 novembre 1940 sur les émissions radiophoniques dans les lieux publics est abrogée.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,*

*ministre vice-président du conseil,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,*

*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

Or

ARRETE N° 614 portant promulgation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 relatifs à l'exportation des capitaux, aux opérations de change et au commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939 et les actes modificatifs subséquents;

Vu les arrêtés généraux n° 241 F., 1.535 T. P., 2.906 T. P. et 3.273 des 21 janvier, 30 avril, 18 août et 19 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la lettre-avion n° 49 T. P. du 20 octobre 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — L'arrêté n° 241 F. du 21 janvier 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant pour l'Afrique occidentale française le prix d'achat du gramme d'or fin et d'argent par le Gouvernement général ;

2<sup>o</sup> — L'arrêté n° 2.906 T. P. du 18 août 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française complétant l'arrêté général n° 241 F. du 21 janvier 1941 susvisé ;

3<sup>o</sup> — L'arrêté n° 1.535 T. P. du 30 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, codifiant en Afrique occidentale française la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or, et réglant les modalités d'achat de la production aurifère par le Gouvernement général ;

4<sup>o</sup> — L'arrêté n° 3.273 F. du 19 septembre 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, modifiant et complétant l'arrêté général n° 1.535 T. P. du 30 avril 1941 précité.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1941.

J. DELPECH.

*ARRETE N° 241 F. fixant pour l'Afrique occidentale française le prix d'achat du gramme d'or fin et d'argent par le Gouvernement général.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

Vu le décret-loi et les décrets du 9 septembre 1939, réglementant le commerce de l'or ;

Vu l'arrêté général du 11 octobre 1939, fixant les modalités d'application en Afrique occidentale française des décrets susvisés ;

Vu la convention passée avec la banque de l'Afrique occidentale relative au financement de la production d'or en Afrique occidentale française ;

Vu l'arrêté 2804 F./3 du 10 décembre 1940, fixant pour l'Afrique occidentale française le prix du gramme d'or fin et d'argent par le gouvernement général ;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement général achètera, par l'intermédiaire de la B. A. O., aux établissements commerciaux et aux titulaires des droits miniers autorisés à se livrer en Afrique occidentale française au commerce de l'or brut, les lingots titrés au prix de :

Or fin 1000/1000 : 41 frs., 50 le gramme.

Argent fin 1000/1000 : 0 fr., 50 le gramme.

ART. 2. — Ce prix s'entend de l'or titré en lingots présentés par les vendeurs éventuels aux guichets de la succursale de la B. A. O. à Dakar avec un certificat officiel de titrage délivré par le laboratoire du service des mines de l'Afrique occidentale française à Dakar.

Tous droits et frais relatifs à une exportation hors d'Afrique occidentale française seront à la charge du budget général de l'Afrique occidentale française notamment : douanes, taxe sur le chiffre d'affaires, frêts, assurances, etc...

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires notamment l'arrêté du 10 décembre 1940.

ART. 4. — Le gouverneur secrétaire général, le directeur des finances et de la comptabilité, le chef du service des mines de l'Afrique occidentale française et le directeur de la succursale de la B. A. O. à Dakar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 21 janvier 1941.

P. BOISSON.

*ARRETE N° 2906 T. P. complétant l'arrêté du 21 janvier 1941 fixant pour l'Afrique occidentale française le prix d'achat du gramme d'or fin et d'argent fin par le gouvernement général.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

Vu le décret-loi et les décrets du 9 septembre 1939, réglementant le commerce de l'or, et les textes qui les ont modifiés ;

Vu l'arrêté général du 30 avril 1941, codifiant en Afrique occidentale française la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or, et réglant les modalités d'achat de la production aurifère par le gouvernement général ;

Vu la convention passée avec la banque de l'Afrique occidentale relative au financement de la production d'or en Afrique occidentale française ;

Vu l'arrêté 241 F./3 du 21 janvier 1941, fixant le prix d'achat du gramme d'or fin et d'argent fin par le gouvernement général ;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté 241 F./3 du 21 janvier 1941 est complété comme suit :

« Le prix du gramme d'or fin sera de 42 frs., 70 lorsqu'il sera présenté par un vendeur appartenant à l'une des catégories suivantes :

a) Titulaires de permis d'exploitation ou de concessions valables pour l'or, vendant de l'or provenant de leur exploitation minière ;

b) Commerçants patentés en Côte d'Ivoire ;

c) Services publics.

La bonification de 1 fr., 28 consentie aux intéressés compense la taxe sur le chiffre d'affaires dont ils sont normalement exonérés.

Pour bénéficier de cette disposition, les vendeurs appartenant à la catégorie a) devront, à l'occasion de chaque lot de métal précieux présenté, et afin de justifier que celui-ci a été effectivement et régulièrement extrait de leurs titres miniers et non acquis de quelque autre manière, fournir un extrait certifié conforme par le commandant de cercle des registres d'extraction, de stockage, de vente et d'expédition des

titres miniers producteurs; ceux de la catégorie b) fourniront, établie par le commandant de cercle, à qui ils auront présenté toutes justifications, l'attestation que le métal précieux a été acquis par eux en Côte d'Ivoire ».

ART. 2. — Le gouverneur secrétaire général, le directeur des finances et de la comptabilité, le chef du service des mines et le directeur de la succursale de la banque de l'Afrique occidentale à Dakar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 18 août 1941.

P. BOISSON.

*ARRETE N° 1535 T. P. codifiant en Afrique occidentale française la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or, et réglant les modalités d'achat de la production aurifère par le Gouvernement général.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 6 mars 1877, rendant applicable au Sénégal et dépendances le code pénal;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu ensemble les décrets du 20 juin 1895, fixant la procédure à suivre pour la réalisation des objets mobiliers reçus en nantissement dans la colonie du Sénégal et dépendances, et le décret du 12 octobre 1918 donnant au Gouverneur général le pouvoir de fixer par arrêté le taux de l'intérêt de prêts sur gages;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920, fixant les délais d'application en Afrique occidentale française des lois, décrets, arrêtés et règlements émanant du pouvoir central ou du gouvernement général;

Vu le décret du 8 octobre 1930, modifié par le décret du 3 novembre 1931, relatif à l'application à l'Afrique occidentale française et à l'Afrique équatoriale française des dispositions de la loi du 23 mai 1863, modificative du titre VI du livre 1<sup>er</sup> du code de commerce, et interdisant le gage commercial des objets d'or et d'argent, autres que l'or brut;

Vu ensemble le décret minier du 23 décembre 1934, l'arrêté du 28 septembre 1935, réglant ses conditions d'application et les textes qui les ont modifiés;

Vu ensemble la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939, portant réglementation d'administration publique pour l'application de cette loi aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu ensemble les décrets et les arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, du 20 mai 1940 et du 30 mai 1940, pris en application du décret-loi précédent;

Vu le décret du 20 janvier 1940, prohibant, sauf autorisation, le démarchage, le colportage et le brocantage sur les matières d'or;

Vu les instructions ministérielles du 14 septembre 1939 et du 14 octobre 1939, donnant délégation au Gouverneur général de l'Afrique occidentale française des pleins pouvoirs pour accorder les autorisations prévues par le décret du 9 septembre 1939, avec faculté de sous-délégation aux chefs d'administration locale;

Vu les arrêtés généraux des 11 et 19 octobre 1939, 23 avril et 15 juillet 1940, réglementant le commerce de l'or et rendant obligatoire la déclaration de l'or et des matières d'or en Afrique occidentale française;

ARRÊTE :

## TITRE PREMIER

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — On entendra par « or brut », au sens du présent arrêté et pour son application, la poudre d'or, les pépites, lingots, plaques, barres, objets massifs, matières ou alliages d'or non ouvrés, déchets d'or, à l'exception des objets suivants :

Bibelots, statuettes, pièces de joaillerie et orfèvrerie, objets du culte, bijoux.

Sont considérés comme or brut et non comme bijoux les anneaux, torsades et autres objets en or d'une façon grossière et qui ne sont pas des objets personnels habituellement utilisés ou portés par leurs possesseurs.

## TITRE II

### DÉTENTION DE L'OR

ART. 2. — Les titulaires de droits miniers valables pour l'or autres que l'autorisation personnelle et les commerçants visés au titre III ci-dessous renouvelleront le premier de chaque mois les déclarations des stocks qu'ils détiennent à cette date.

Il sera délivré aux intéressés récépissé de leur déclaration avec indication des quantités déclarées.

ART. 3. — La vérification des déclarations sera assurée par les agents désignés à cet effet par les gouverneurs.

ART. 4. — Est tenue au secret professionnel, dans les termes de l'article 378 du code pénal, toute personne appelée à l'occasion de ses fonctions ou attributions à intervenir dans la réception, la détention et la vérification des déclarations.

ART. 5. — Les personnes morales ou physiques, françaises ou étrangères, non titulaires de droits miniers valables pour l'or autres que l'autorisation personnelle, qui trouveraient occasionnellement de l'or brut, sont tenues de le remettre dans un délai de quinze jours et contre récépissé au commandant de cercle ou de subdivision, qui l'adressera immédiatement au chef de service des mines de l'Afrique occidentale française, à Dakar. L'or de cette provenance sera pris en charge par le chef du service des mines de l'Afrique occidentale française et versé périodiquement à la Banque de l'Afrique Occidentale, à Dakar, au compte du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, dans les conditions de l'article 12 ci-après.

## TITRE III

### COMMERCE ET CIRCULATION DE L'OR

ART. 6. — L'or de production indigène ne pourra être acheté aux orpailleurs que par des commerçants titulaires de l'une des patentes spéciales définies ci-dessous.

Ces commerçants n'auront le droit d'utiliser qu'une seule balance à or par patente.

Les balances à or actuellement en service seront recensées dans le délai de 3 mois à compter de la publication du présent arrêté, à partir de laquelle toute cession de balance à or devra faire l'objet d'une autorisation écrite délivrée au préalable par le commandant de cercle.

#### a) Patentes spéciales d'acheteur d'or au détail

Est considérée comme acheteur d'or au détail toute personne qui fait profession d'acheter de l'or exclusivement aux orpailleurs. Les patentes de cette catégorie seront délivrées par les commandants de cercle

et les contrôleurs des contributions directes. Les titulaires de ces patentes n'auront le droit d'installer leurs balances que dans les agglomérations établies sur les mines indigènes, ou dans les lieux ou localités désignés conformément au dernier alinéa du présent article. Tout acheteur au détail sera tenu de revendre, soit aux acheteurs d'or au demi-gros, soit aux établissements commerciaux mentionnés à l'article suivant, l'intégralité de l'or acheté par lui. Il sera détenteur d'une fiche délivrée, numérotée et paraphée par le commandant de cercle; à l'occasion de chaque opération de revente, il la présentera à l'acheteur au demi-gros ou à l'établissement commercial autorisé, qui y inscrira la date de l'opération, la quantité d'or sur laquelle elle porte et qui fera suivre ces indications de sa signature.

*b) Patentes spéciales d'acheteur d'or au demi-gros*

Est considérée comme acheteur d'or au demi-gros toute personne qui fait profession d'acheter habituellement de l'or aux acheteurs au détail, soit pour le compte d'un des établissements commerciaux mentionnés à l'article suivant, soit pour le leur revendre.

La délivrance des patentes de ce type par les commandants de cercle et les contrôleurs des contributions directes est subordonnée à l'autorisation du chef de l'administration locale. Les acheteurs au demi-gros seront tenus de revendre aux commerçants autorisés mentionnés à l'article suivant l'intégralité de l'or acheté par eux. Ils devront tenir, sur un livre spécial coté et paraphé par l'autorité administrative, une comptabilité spéciale des opérations effectuées sur l'or brut, tant en poids qu'en valeur, avec indication précise pour chaque opération effectuée, des noms des vendeurs.

Les patentes spéciales d'acheteur d'or au détail et au demi-gros seront perçues en sus de toute autre patente due à raison de l'exercice d'une profession différente de celle qui consiste à acheter de l'or brut pour le revendre.

Les règles d'assiette déterminant les modalités de ces patentes spéciales seront fixées, ainsi que les tarifs, conformément aux dispositions de l'article 74 B du décret du 30 décembre 1912.

Des arrêtés des gouverneurs, pris en conseil, pourront limiter et réglementer les transactions d'achat d'or au détail à des lieux ou localités expressément désignés.

ART. 7. — Les gouverneurs désigneront par arrêtés les établissements commerciaux qui seront autorisés à acheter l'or brut aux commerçants visés à l'article précédent.

Ne pourront être autorisés, sauf dérogation spéciale accordée par le Gouverneur général sur la proposition du chef de l'administration locale, que les établissements commerciaux qui seront reconnus avoir pratiqué le commerce de l'or depuis au moins deux ans.

Les autorisations délivrées à cet effet en vertu de l'arrêté général du 11 octobre 1939 conserveront leur validité.

Les établissements commerciaux autorisés sont soumis, en ce qui concerne la comptabilité spéciale des opérations sur l'or, aux mêmes obligations que les acheteurs d'or au demi-gros.

ART. 8. — Il est interdit aux établissements commerciaux visés à l'article 7 et aux titulaires de droits miniers valables pour l'or autres que l'autorisation personnelle de vendre de l'or brut en Afrique occidentale française à toute personne physique ou morale,

française ou étrangère autre que le Gouvernement général.

L'exportation de l'or brut est subordonnée à une autorisation du Gouverneur général, spéciale pour chaque envoi, et accordée dans les conditions fixées au titre VIII du présent arrêté.

ART. 9. — a) Il est interdit aux orpailleurs indigènes de transporter une quantité d'or brut supérieure à 10 grammes;

b) Les acheteurs patentés visés à l'article 6 n'auront droit de transporter librement de l'or brut que dans la circonscription administrative où la patente leur aura été délivrée;

c) Les établissements commerciaux autorisés conformément à l'article 7, et les titulaires de droits miniers valables pour l'or autres que l'autorisation personnelle, auront le droit de transporter de l'or à l'intérieur de la fédération, ou de l'expédier à destination de toute autre localité en Afrique occidentale française, sous la réserve que l'envoi soit accompagné d'un laissez-passer établi par l'autorité administrative du cercle ou de la subdivision où réside l'expéditeur;

d) Toute circulation d'or brut autre que celles qui sont envisagées aux paragraphes a, b et c ci-dessus, est interdite.

#### TITRE IV

##### COMMERCE DES MATIÈRES D'OR AUTRES QUE L'OR BRUT

ART. 10. — a) Le commerce des bijoux portant la marque du poinçon de garantie est libre dans l'intérieur de l'Afrique occidentale française, ainsi que le commerce des bijoux en or de fabrication locale;

b) Les opérations d'achat et de vente d'or monnayé sont soumises aux mêmes règles que celles concernant l'or brut, avec cette différence, toutefois, que cet or sera acheté par le Gouvernement général aux prix fixés par la banque de France pour l'achat des diverses monnaies.

#### TITRE V

##### ACHAT DE L'OR PAR LE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

ART. 11. — Le Gouvernement général achètera la totalité de l'or brut ou monnayé qui lui sera offert par les personnes physiques ou morales, françaises ou étrangères, établies en Afrique occidentale française.

Toute personne qui désirera vendre de l'or au Gouvernement général l'enverra au chef du service des mines de l'Afrique occidentale française, 12, avenue Roume, à Dakar, qui lui en délivrera récépissé. Les envois devront être faits en valeur déclaré, chaque colis étant constitué par une caissette dûment cachetée dont le poids ne devra pas excéder 25 kilogrammes.

Les envois d'or en provenance des diverses colonies d'Afrique occidentale française à destination du service des mines, en vue de l'achat par le Gouvernement général, n'acquitteront pas la taxe sur le chiffre d'affaires lors de l'expédition hors de la colonie d'origine.

ART. 12. — Une décision du Gouverneur général fixera les conditions d'exécution des opérations de réception de l'or par le service des mines, de pesée, de fusion, de lingotage et de titrage de l'or brut et du dépôt de l'or à la Banque de l'Afrique Occidentale.

Tout expéditeur a le droit, s'il le juge utile, d'assister au service des mines soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire ou d'un représentant, à l'ouverture de ses envois, ainsi qu'aux opérations de pesée, de lingotage et d'échantillonnage de l'or expédié par lui.

S'il désire faire usage de ce droit, il devra le faire connaître au chef du service des mines de l'Afrique occidentale française suffisamment à l'avance pour qu'il puisse être convoqué sans que les opérations de réception, de lingotage et de titrage soient retardées de ce fait de plus d'une semaine; il devra en conséquence prendre ses dispositions pour répondre immédiatement à toute convocation adressée à cet effet. Aucune contestation portant sur le poids des lingots obtenus à partir de l'or envoyé ne pourra être admise de la part des expéditeurs qui auront négligé d'user du droit ci-dessus.

Pour être valable, toute contestation de l'expéditeur portant sur le titre déterminé par l'essayeur du Gouvernement général devra être adressée au chef du service des mines sous pli recommandé, avec accusé de réception une semaine au plus tard après réception du bulletin de liquidation définitive prévu à l'article suivant. Dans ce cas, le lingot, objet de la contestation, sera soumis, en présence d'une commission désignée à cet effet, à un nouveau prélèvement d'échantillons, qui seront adressés pour titrage à l'essayeur de la monnaie, dont la décision sera sans appel. Les frais entraînés pour ce nouveau titrage seront toujours à la charge de la partie succombante.

ART. 13. — L'or brut sera lingoté et titré au service des mines de l'Afrique occidentale française. Les frais correspondants sont à la charge des expéditeurs.

Ceux-ci ont la faculté de demander qu'il leur soit versé un acompte des lingotage de leurs envois; ces demandes devront être adressées sous pli recommandé avec accusé de réception au service des mines de l'Afrique occidentale française en même temps que l'or brut. Dans ce cas, le chef du service des mines fera déterminer par le procédé du touchau le titre approximatif en or fin de chaque lingot; les lingots titrés par ce procédé donneront lieu à l'établissement de bulletins de liquidation provisoire du modèle annexé au présent arrêté (annexe I), dont il sera adressé un exemplaire à l'expéditeur de l'or et un exemplaire au directeur de la Banque de l'Afrique Occidentale.

Les titres exacts en or fin et en argent fin seront déterminés par la méthode de la coupellation. Les lingots titrés par coupellation donneront lieu à l'établissement de bulletins de liquidation définitive du modèle annexé au présent arrêté (annexe II), dont il sera adressé un exemplaire à l'expéditeur de l'or et un exemplaire au directeur de la Banque de l'Afrique Occidentale.

Les estimations provisoire et définitive de la valeur des lingots mentionnés sur les bulletins de liquidation seront calculées d'après les cours de l'or fin et de l'argent fin tels qu'ils auront été fixés par arrêtés du Gouverneur général. Le montant de l'acompte sera égal à 80% de l'estimation provisoire des lingots.

L'or monnayé donnera lieu à l'établissement, par le chef du service des mines, d'une fiche de réception du modèle annexé au présent arrêté (annexe III), dont une copie sera adressée à l'expéditeur sous pli recommandé avec accusé de réception. Toute pièce de monnaie s'écartant des conditions requises pour l'acquisition par la banque de France sera renvoyée à l'expéditeur, à ses frais, à moins qu'il n'ait fait connaître, une semaine au plus tard après réception de la fiche prévue ci-dessus, qu'il accepte qu'elle lui soit achetée comme or brut.

Les pièces présentant les conditions requises pour l'acquisition donneront lieu à l'établissement de bul-

letins de liquidation définitive du modèle annexé au présent arrêté (annexe IV), dont il sera adressé un exemplaire à l'expéditeur de l'or monnayé et un exemplaire au directeur de la Banque de l'Afrique Occidentale.

ART. 14. — Les achats d'or seront réglés par la succursale de la Banque de l'Afrique Occidentale, à Dakar, conformément à la convention du 16 décembre 1940 sur le vu de l'exemplaire du bulletin de liquidation, dûment établi et certifié, qui lui sera transmis directement par le directeur des finances et de la comptabilité.

## TITRE VI

### CONTRATS DE DÉPÔT

ART. 15. — Les contrats de dépôt sur matières d'or, quelles qu'elles soient ne pourront être passés que :

1<sup>o</sup> — Par la Banque de l'Afrique Occidentale;

2<sup>o</sup> — Par les banques privées qui auront été spécialement habilitées à cet effet par arrêté du Gouverneur général. Les autorisations ainsi accordées sont révocables à toute époque.

En fin de chaque trimestre, les établissements de crédit susvisés, ainsi que la Banque de l'Afrique Occidentale seront tenus de fournir au Gouverneur général le relevé des opérations relatives aux contrats sur l'or, effectuées au cours du trimestre précédent.

A l'exception de la Banque de l'Afrique Occidentale et des banques autorisées à passer des contrats de dépôt comme il est dit ci-dessus, nul n'est autorisé à recevoir en dépôt de l'or brut en nantissement.

## TITRE VII

### CONTRATS DE GAGE

ART. 16. — Tout contrat de gage portant sur l'or brut est interdit.

ART. 17. — Tout commerçant qui voudra recevoir en nantissement des matières d'or autres que l'or brut à compter de la publication du présent arrêté devra se munir d'une autorisation spéciale qui sera délivrée par le gouverneur de la colonie ou l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, après avis de la banque d'émission. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'aux commerçants acquittant une patente rangée dans l'une des quatre premières classes du tableau A du tarif des patentes. Cette autorisation est toujours révocable.

ART. 18. — Il ne pourra être prêté que des espèces, contre la remise en nantissement de matières d'or autres que l'or brut.

ART. 19. — A l'échéance du prêt, l'emprunteur devra, pour retirer son gage, remettre au créancier une somme égale à celle qui a été avancée, augmentée des intérêts dont le taux ne pourra en aucun cas excéder le taux légal actuellement fixé par l'arrêté du Gouverneur général du 21 novembre 1918; pris en exécution du décret du 12 octobre 1918.

ART. 20. — Les prêts sur bijoux et objets d'or devront être remboursés dans le délai d'un an au plus.

ART. 21. — A l'expiration du délai ci-dessus, la vente des objets d'or remis en nantissement sera effectuée conformément aux dispositions du décret du 20 juillet 1895 fixant la procédure à suivre pour la réalisation des objets mobiliers reçus en nantissement dans la colonie du Sénégal et dépendances.

ART. 22. — Les commerçants autorisés à recevoir en nantissement des matières d'or autres que l'or brut devront tenir un registre spécial où seront inscrites dans l'ordre chronologique les opérations de gage.

effectuées. Ce registre sera préalablement coté et paraphé par le président du tribunal de première instance ou, à défaut, par l'administrateur du cercle et devra être représenté à toute réquisition de l'autorité administrative.

ART. 23. — Les autorisations délivrées en vertu du titre VIII de l'arrêté du 11 octobre 1939 restent valables pour les matières d'or autres que l'or brut.

Les commerçants qui, en vertu de réglementations locales en vigueur, détenaient en gage à la date de la promulgation de l'arrêté du 11 octobre 1939 des bijoux et objets d'or, et qui auraient négligé de se soumettre aux dispositions de l'article 16 dudit arrêté, restent passibles des peines prévues par l'article 4 du décret-loi du 9 septembre 1939.

Les commerçants dont l'autorisation sera révoquée ainsi que ceux qui, à la date du présent arrêté, détiendraient en gage de l'or brut, seront dans l'obligation soit de se faire rembourser par le propriétaire, soit de réaliser les gages dans les conditions prévues par les articles 20 et 21 ci-dessus.

## TITRE VIII

## IMPORTATION ET EXPORTATION DE MATIÈRES D'OR

ART. 24. — Toute importation ou exportation de matières d'or est subordonnée à une autorisation préalable du gouverneur général. Les demandes d'autorisation doivent être adressées par l'intermédiaire de la banque de l'Afrique occidentale sur une formule conforme à l'annexe III jointe à l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939, précisant les opérations prohibées ou autorisées.

Les autorisations devront être présentées à la douane en même temps que les déclarations d'importation ou d'exportation. Toute exportation sera en outre subordonnée à la souscription d'un acquit-à-caution réglementaire garantissant l'arrivée de l'or à destination.

## TITRE IX

## DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 25. — La vérification des livres et registres prévus aux articles 6, 7 et 22 du présent arrêté et la constatation des infractions à cet arrêté seront assurées par les officiers de police judiciaire, les agents des douanes, les fonctionnaires des contributions directes, les agents auxquels le droit de communication en matière fiscale a été conféré par la réglementation en vigueur en Afrique occidentale française et tous les agents désignés par les gouverneurs des colonies et préalablement assermentés à cet effet.

Les divers droits de communication prévus au profit des administrations fiscales par les lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur en Afrique occidentale française peuvent être exercés en vue de l'application du présent arrêté.

ART. 26. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi que les tentatives de ces mêmes infractions sont punies des peines prévues par l'article 4 du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

En vertu des dispositions prévues à l'article 4 précité les matières d'or faisant l'objet d'infractions seront confisquées lors de la constatation de l'infraction et envoyées contre récépissé au service des mines sans qu'intervienne à cet effet une ordonnance de mainlevée.

La poursuite des infractions ne peut être exercée que sur la plainte du gouverneur général, des gouverneurs des colonies ou de l'administrateur de la cir-

conscription de Dakar et dépendances qui pourront, le cas échéant, déléguer leurs pouvoirs aux commandants de cercle.

ART. 27. — Sont abrogés les arrêtés généraux nos 3124 F. du 11 octobre 1939, 3218 F. du 19 octobre 1939, 861 F. du 23 avril 1940 et 1430 F. du 15 juillet 1940,

ART. 28. — Le présent arrêté, qui est rendu immédiatement exécutoire, sera publié suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté général du 3 mars 1920, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Dakar, le 30 avril 1941.

P. BOISSON.

GOVERNEMENT GENERAL

## ANNEXE I

**L'AFRIQUE OCCIDENTALE** (Arrêté n° 1535 T.P. du 30 avril 1941)

**FRENCH**

INSPECTION GÉNÉRALE

REF: 100-100000000

TRAVAUX PUBLICS

**SERVICE DES MINES**

Date . . . . .

Nº. . . . . MINES

Nom du vendeur . . . . .

Nº . . . . . F/3

Adresse .....

<b>NUMÉRO</b> <b>PROCES-VERBAL</b> <b>de fusion et</b> <b>échantillonnage</b>	<b>NUMÉRO</b> <b>DU LINGOT</b>	<b>POIDS DU LINGOT</b> <b>(GRAMMES)</b>	<b>TITRE EN OR</b> <b>APPROXIMATIF</b> <b>(millièmes)</b>	<b>POIDS D'OR FIN</b> <b>APPROXIMATIF</b> <b>(grammes)</b>	<b>ESTIMATION</b> <b>PROVISOIRE</b> <b>du lingot</b> <b>(francs)</b>
<b>Totaux</b>					

Montant de l'acompte à verser à l'expéditeur  
(80% de la valeur totale ci-dessus) [francs] . . .

Arrêté le présent bulletin de liquidation provisoire  
à la somme de . . . . .

Certifié exact :

*L'essayeur du gouvernement général,*

*Le comptable-gestionnaire des matières d'or  
du service des mines,*

Vu et transmis à M. le Directeur des finances  
et de la comptabilité:

*Le chef du service des mines de l'Afrique occidentale française.*

Vu bon à payer { M. le Directeur de la B. A. O.  
et transmis à { l'expéditeur.

*Le directeur des finances et de la comptabilité,*



GOVERNEMENT GENERAL  
DE  
L'AFRIQUE OCCIDENTALE  
FRANÇAISE

INSPECTION GÉNÉRALE  
DES  
TRAVAUX PUBLICS

**SERVICE DES MINES**

No. .... MINES

### ANNEXE III

(Arrêté n° 1535 T. P. du 30 avril 1941)

## FICHE DE RÉCEPTION D'OR MONNAYE

Date . . . . .

Nom de l'expéditeur . . . . .

Adresse .....

### Détail des pièces de monnaies reçues

NOMBRE	ORIGINE	MILLÉSIMES	FRAI		VALEUR nominale	COURS	OBSERVATIONS
			NORMAL	ANORMAL		D'ACHAT unitaire	

- Arrêté la présente fiche à . . . pièces acceptables comme or monnayé et . . . pièces non acceptables, qui seront renvoyées à l'expéditeur à ses frais à moins qu'il n'accepte qu'elles lui soient achetées comme or brut.

*L'essayer du gouvernement général.*

*Le comptable-gestionnaire  
des matières d'or.*

Vu et transmis à l'expéditeur :

*Le chef du service des mines de l'A. O. F.,*

GOVERNEMENT GENERAL  
DE  
L'AFRIQUE OCCIDENTALE  
FRANCAISE

INSPECTION GÉNÉRALE  
DES  
TRAVAUX PUBLICS

SERVICE DES MINES

No ..... MINES

No. .... F/3

## ANNEXE IV

(Arrêté n° 1535 T. P. du 30 avril 1941)

**BULLETIN**  
**DE LIQUIDATION DEFINITIVE**  
**D'OR MONNAYE**

Date: . . . . .

Nom de l'expéditeur . . . . .

Adresse . . . . .

[illegible]

Arrêté le présent bulletin de liquidation définitive  
à la somme de

Certifié exact :

*L'essayeur du gouvernement général,*

*Le comptable-gestionnaire  
des matières d'or.*

Vu et transmis à M. le Directeur des finances  
et de la comptabilité :

*Le chef du service des mines de l'A. O. F.,*

Vu bon à payer { M. le Directeur de la B. A. O.  
et transmis à } l'expéditeur.

*Le directeur des finances et de la comptabilité,*

ARRETE N° 3273 F. modifiant et complétant l'arrêté 1535/T. P. du 30 avril 1941 codifiant en A. O. F. la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or et réglant les modalités d'achat de la production aurifère par le gouvernement général.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 6 mars 1877, rendant applicable au Sénégal et dépendances le code pénal;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 8 octobre 1930, modifié par le décret du 3 novembre 1931, relatif à l'application à l'Afrique occidentale française et à l'Afrique équatoriale française des dispositions de la loi du 23 mai 1863, modificative du titre VI du livre I<sup>er</sup> du code de commerce, et interdisant le gage commercial des objets d'or et d'argent, autre que l'or brut.

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu ensemble les décrets et les arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, du 20 mai 1940 et du 30 mai 1940, pris en application du décret-loi précédent;

Vu le décret du 20 janvier 1940, prohibant sauf autorisation, le démarchage, le colportage et le brocantage sur les matières d'or;

Vu l'arrêté général n° 1535/T. P. du 30 avril 1941 codifiant en A. O. F. la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or et réglant les modalités d'achat de la production aurifère par le gouvernement général;

#### ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 1535/T. P. du 30 avril 1941 est complété comme suit :

« Toutes les personnes physiques françaises ou étrangères et toutes les personnes morales françaises ou étrangères sont tenues de déclarer les quantités, en poids ou en valeur, d'or et de matière d'or qu'elles pourraient détenir, à l'exception seulement des bijoux usuels portés de façon courante, des bibelots, statuettes, pièces de joaillerie ou d'orfèvrerie, et des objets servant à l'exercice des cultes. Ces déclarations doivent être renouvelées dans les quinze premiers jours de chaque trimestre et adressées au commandant de cercle ».

ART. 2. — Les dispositions de l'article 16 du même arrêté sont remplacées par les suivantes :

« Tout contrat de gage portant sur l'or brut est interdit, sauf dans les cas déjà prévus ci-dessus pour les contrats de dépôts ».

ART. 3. — Les dispositions du dernier alinéa de l'article 8 de l'arrêté 1535/T. P. du 30 avril 1941 sont remplacées par les suivantes :

« L'exportation de l'or brut est subordonnée à une autorisation du gouverneur de la colonie ou de l'administrateur de la circonscription de Dakar, spéciale pour chaque envoi, et accordée dans les conditions fixées au titre VIII du présent arrêté ».

ART. 4. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 24 du même arrêté sont remplacées par les suivantes :

« Toute importation ou exportation de matières d'or est subordonnée à une autorisation préalable du gouverneur de la colonie ou de l'administrateur de la circonscription de Dakar ».

« Les demandes d'autorisation doivent être adressées par l'intermédiaire de la banque de l'Afrique occidentale sur une formule conforme à l'annexe 3 jointe à l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939, précisant les opérations autorisées et prohibées ».

ART. 5. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du jour de sa publication, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 19 septembre 1941.

Pour le Gouverneur général absent,

Le gouverneur des colonies,

secrétaire général p. i. du gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,

CHAPOULIE.

#### Déplacement des personnes à l'intérieur de l'Afrique Française

ARRETE N° 3753 D. S. relatif à la circulation des Français et étrangers à l'intérieur de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 12 janvier 1932 réglementant les conditions d'admission et de séjour des français et des étrangers en Afrique occidentale française et ses modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant applicables au Sénégal le code pénal métropolitain;

Vu l'arrêté n° 1926 D. S. du 17 septembre 1940 relatif à la circulation aérienne en Afrique française;

Vu l'arrêté n° 3138 D. S. du 6 septembre 1941 réglementant la circulation des français et des étrangers à l'intérieur de l'Afrique française;

#### ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions réglementaires en vigueur relatives à la circulation des Français et des étrangers se déplaçant à l'intérieur de l'Afrique française sont applicables quel que soit le mode de transport utilisé et notamment aux voyageurs par avion.

ART. 2. — Les obligations auxquelles sont astreints les membres du personnel navigant ou non navigant des compagnies de transports aériens font l'objet d'instructions particulières.

ART. 3. — Est abrogé l'arrêté n° 1926 D. S. du 17 septembre 1940 touchant la circulation aérienne.

ART. 4. — Les gouverneurs, chefs de colonies et territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 27 octobre 1941.

P. BOISSON.

#### Produits de première nécessité

ARRETE N° 608 annulant l'arrêté n° 73 du 18 février 1941 et créant des stocks administratifs de sécurité de combustibles liquides.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières, objet de la circulaire n° 2442 du 28 décembre 1933 ensemble l'arrêté n° 22 du 14 janvier 1939 qui en détermine l'application au seul service du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 480 du 23 novembre 1940 portant à nouveau règlement sur la comptabilité des matières dans les cercles et subdivisions;

Vu l'arrêté n° 522 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés de Prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté n° 139 du 17 juin 1924 réglementant le magasin général, ensemble tous les textes le modifiant et le complétant et notamment l'arrêté n° 105 du 27 décembre 1939;

Vu l'arrêté n° 73 du 18 février 1941 instituant un stock administratif de sécurité des combustibles liquides;

Vu les difficultés de réapprovisionnement en combustibles liquides;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des transports;

#### ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 73 du 18 février 1941 sus-visé est abrogé.

ART. 2. — Sont constitués comme suit les stocks de sécurité des combustibles liquides :

Au magasin général du service local . . .	14.000 litres
Au service du chemin de fer . . .	2.000 litres
A la subdivision de Sokodé . . .	1.000 litres
A la subdivision de Lama-Kara . . .	1.000 litres
A la subdivision autonome de Mango . . .	2.000 litres

ART. 3. — Les stocks de sécurité ne devront faire l'objet d'aucun prélèvement pour les besoins administratifs courants.

Aucune sortie ne pourra être effectuée que sur autorisation expresse du Commissaire de France.

ART. 4. — Le chef du bureau des finances, le directeur du réseau des chemins de fer, chef du service des travaux publics et des transports, les chefs de subdivisions et présidents des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Lama-Kara et Mango sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,  
L'administrateur en chef des colonies,  
inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
J. de SAINT-ALARY.*

#### Enseignement

DECISION N° 768 modifiant la date de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires pour l'année 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la décision n° 107 du 6 février 1941 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1941;  
Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen du certificat de fin d'études primaires, dans les écoles élémentaires, pour l'année 1941, est reporté à une date qui sera fixée ultérieurement.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1941.

*Pour le Commissaire de France en tournée,  
L'administrateur en chef des colonies,  
inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
J. de SAINT-ALARY.*

#### Campagne de cacao

ARRETE N° 610 portant ouverture de la grande campagne d'achat de cacao et fixant les prix à payer aux producteurs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 250 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la grande campagne de cacao est fixée au 31 octobre 1941.

ART. 2. — Les prix d'achat à payer aux producteurs sont les suivants :

Palimé . . . . .	3.184 francs
Agou-gare . . . . .	3.212 —
Atakpamé . . . . .	3.158 —
Badou . . . . .	2.673 —

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 30 octobre 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 623 modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 610 du 30 octobre 1941 portant ouverture de la grande campagne d'achat de cacao et fixant les prix d'achat à payer aux producteurs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 250 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté n° 610 du 30 octobre 1941 portant ouverture de la grande campagne d'achat de cacao et fixant les prix d'achat à payer aux producteurs;

Vu la lettre en date du 7 novembre 1941 du délégué-adjoint du groupement professionnel commercial du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté du 30 octobre 1941 susvisé.

Les prix à payer aux producteurs sont les suivants :

Palimé . . . . .	3.457 francs
Agou-gare . . . . .	3.485 —
Atakpamé . . . . .	3.431 —
Badou . . . . .	2.946 —

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 9 novembre 1941.

J. DELPECH.

#### Ecole professionnelle de Sokodé

ARRETE N° 611 fixant le tarif des cessions de travaux faites par l'école professionnelle de Sokodé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 128 du 2 mars 1934 fixant le tarif des cessions d'ouvrages consenties par l'école professionnelle de Sokodé;

Vu l'arrêté n° 163 du 15 mars 1939 portant réorganisation de l'enseignement professionnel, modifié par l'arrêté n° 45 du 28 janvier 1941;

Vu le procès-verbal de la réunion du 27 mars 1941 du conseil de perfectionnement de l'école professionnelle;  
Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 128 du 2 mars 1934 fixant le tarif des cessions d'ouvrages consenties par l'école professionnelle de Sokodé est abrogé.

ART. 2. — Les conditions, modalités et tarifs des travaux et ouvrages exécutés en cession par l'école professionnelle de Sokodé dans le cadre de l'article 22 de l'arrêté organique 163 du 15 mars 1939 sont les suivants :

Le directeur de l'école reçoit les demandes de cession. Il a qualité pour accepter ou refuser ces demandes, suivant les possibilités de ses ateliers, et pour déterminer si leur exécution rentre dans le cadre des programmes d'enseignement.

Il dispose pour ces travaux des moniteurs, des élèves, et exceptionnellement de la main d'œuvre supplémentaire qu'il peut recruter à cet effet.

Les tarifs appliqués, déterminés d'après les indications de la feuille d'ouvrage, sont la somme des chefs de dépense suivants :

- a) — main d'œuvre,
- b) — matières,
- c) — heures de machine,
- d) — frais généraux d'atelier, fixés à 30% des trois dépenses précédentes — (a + b + c).

Les prix unitaires provisoirement appliqués sont les suivants :

- heure de moniteur 2,00
- heure d'élève 0,66
- heure d'ouvrier ou de manœuvre, suivant feuille d'attachement
- heure de machine (tour, perceuse, etc.) 5,00.

Les cessions aux services administratifs et aux Sociétés Indigènes de Prévoyance, se font aux tarifs déterminés comme ci-dessus.

Les cessions aux particuliers subissent en outre une majoration de 25%.

ART. 3. — Provisoirement, et en attendant la création d'une rubrique budgétaire permettant l'inscription aux recettes du budget, les produits des cessions viendront en atténuation des dépenses du chapitre XIII article 12 paragraphe 1.

ART. 4. — Le chef du service des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1941.

J. DELPECH.

## Palmistes — Coprah — Cafés.

ARRETE N° 621 fixant les prix d'achat de palmistes, coprah et cafés sur les divers marchés du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le procès-verbal de séance du 27 octobre 1941 de la commission centrale mixte;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat de palmistes, coprah et cafés aux producteurs sont fixés comme suit :

## PALMISTES

	frs.		frs.		frs.
Lomé . .	1.253	Badja . .	1.169	Agou-gare . .	1.120
Agouévé .	1.197	Anécho . .	1.163	Palimé . .	1.095
Sangara .	1.191	Assahun .	1.158	Atakpamé . .	1.074
Mis. Tové .	1.142	Aghelouvé .	1.149	Anié . .	1.078
Noépé . .	1.182	Tovégah .	1.146	Blitta . .	1.041
Tsévié . .	1.176	Nuatja . .	1.125		

## COPRAH

Lomé . . 1.843 frs. Anécho . 1.715 frs.

## CAFES

	ROBUSTA	ARABICA QC	ARABICA QS
	francs	francs	francs
Lomé . .	8.008	11.317	12.390
Aghelouvé . .	7.728	11.037	12.110
Tsévié . .	7.771	11.080	12.153
Assahun . .	7.743	11.052	12.125
Anécho . .	7.751	11.060	12.133
Agou . .	7.680	10.989	12.062
Palimé . .	7.647	10.956	12.029
Atakpamé . .	7.603	10.912	11.985
Badou . .	7.117	10.426	11.499

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 7 novembre 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 624 rapportant l'arrêté n° 621 du 7 novembre 1941 et fixant à nouveau les prix d'achat de palmistes, coprah et cafés sur les divers marchés du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le procès-verbal de séance du 27 octobre 1941 de la commission centrale mixte;

Vu la lettre en date du 7 novembre 1941 du délégué-adjoint du groupement professionnel commercial du Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 621 du 7 novembre 1941 fixant les prix d'achat de certains produits.

ART. 2. — Les prix d'achat de palmistes, coprah et cafés aux producteurs sont fixés comme suit :

## PALMISTES

	frs.		frs.		frs.
Lomé . .	1.300	Badja . .	1.216	Agou-gare . .	1.167
Agouévé .	1.244	Anécho . .	1.210	Palimé . .	1.142
Sangara .	1.238	Assahun .	1.205	Atakpamé . .	1.121
Mis. Tové .	1.189	Aghelouvé .	1.196	Anié . .	1.125
Noépé . .	1.229	Tovégah .	1.193	Blitta . .	1.088
Tsévié . .	1.223	Nuatja . .	1.172		

## COPRAH

Lomé . . 1.850 frs. Anécho . 1.722 frs.

## CAFES

	ROBUSTA	ARABICA QC	ARABICA QS
	francs	francs	francs
Lomé . . . . .	8.008	11.317	12.390
Agbélovhé . . . . .	7.728	11.037	12.110
Tsevié . . . . .	7.771	11.080	12.153
Assahun . . . . .	7.743	11.052	12.125
Anécho . . . . .	7.751	11.060	12.133
Agou . . . . .	7.680	10.989	12.062
Palimé . . . . .	7.647	10.956	12.029
Atakpamé . . . . .	7.603	10.912	11.985
Badou . . . . .	7.117	10.426	11.499

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 9 novembre 1941.

J. DELPECH.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## PERSONNEL EUROPEEN

## Titularisations

## Administrateurs des colonies

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 23 août 1941, ont été titularisés dans le personnel des administrateurs des colonies, au grade d'administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, les élèves-administrateurs dont les noms suivent :

Pour compter du 4 mai 1941 :

Fay (Pierre).

## PERSONNEL INDIGENE

## Forces de Police

## Nominations

Par arrêté n° 609-du :

29 octobre 1941. — Sont agréés à la 1<sup>re</sup> compagnie de milice en qualité de stagiaires catégorie A, à compter du 15 octobre 1941, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

Essophe Afololo, Mle 790 (services militaires accomplis : 4 ans 6 mois 18 jours).

Sokale, Mle 791 (services militaires accomplis : 4 m.).

## Punitions

Par décision n° 775 du :

29 octobre 1941. — Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

Tossa, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1041, a, par négligence, permis l'évasion d'un prisonnier.

Atchivi, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1218, étant en état d'ébriété, s'est battu avec un autre garde.

Une punition de 30 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

Boukote N'Dam, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 758, a perdu sa baïonnette.

Badjoussem, garde de 2<sup>e</sup> cl., Mle 658, étant en état d'ébriété, s'est battu avec un autre garde — (Récidiviste).

## Agents auxiliaires

## Nominations

Par décision n° 774 du :

28 octobre 1941. — Le nommé Pacôme Johnson est engagé à titre provisoire et sous réserve d'un stage d'une durée minimum de 3 mois, en qualité d'agent auxiliaire, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1941, en remplacement numérique de l'agent auxiliaire Zato, licencié.

Son salaire mensuel est fixé à 150 francs.

Par décision n° 784 du :

5 novembre 1941. — Est engagé, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, en qualité de moniteur auxiliaire stagiaire de l'enseignement privé, Fioklou Pierre, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement de Koumazan Théophile, démissionnaire.

Cet agent aura droit au salaire mensuel de 275 frs, dont les 2/3 seront supportés par le Territoire et le 1/3 restant à la charge de la Mission employeuse.

## Démissions

Par décision n° 794 du :

7 novembre 1941. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1941, la démission de son emploi offerte par l'agent d'hygiène auxiliaire Johnson Pacôme admis en qualité d'agent auxiliaire des P. T. T.

## Licenciements

Par décision n° 780 du :

31 octobre 1941. — L'agent auxiliaire Belé est licencié de son emploi pour compter du 6 août 1941, pour abandon de poste.

Par décision n° 790 du :

6 novembre 1941. — L'agent auxiliaire Kpéo est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour compter du 17 octobre 1941, pour abandon de poste.

## DIVERS

## Commissions

Par décision n° 781 du :

5 novembre 1941. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934, pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone, à attribuer en 1942 est fixée comme suit :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

Président

M.M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, Dégoul, commis des services civils des colonies, chef de la section du personnel,

Laugier, ingénieur-adjoint des travaux publics, représentant les fonctionnaires des cadres généraux,

Tavéra, chef de district principal, représentant les fonctionnaires des cadres locaux,

Dossou, commis principal hors classe, représentant les fonctionnaires des cadres locaux indigènes.

Membres  
représentant le  
personnel

Membres

M. Dégoul remplira les fonctions de Secrétaire.

La commission, qui se réunira sur la convocation de son président, dressera procès-verbal de ses travaux.

Par décision n° 797 du :

9 novembre 1941. — La commission consultative des bourses composée ainsi qu'il suit :

M. de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives *Président*

M.M. Sanson, chef du bureau des finances, *Membres*  
Le Cl. Pautet, chef du service de santé, membre du conseil d'administration du Territoire,  
Champion, chef du service de l'enseignement,  
Félicio de Souza, notable togolais,  
Tamakloe Théophile, notable togolais,

se réunira sur convocation de son président pour étudier les demandes de bourses faites par les élèves togolais continuant leurs études hors du Territoire.

#### **Ecole Nationale de la France d'outre-mer**

Par arrêté n° 613 du :

31 octobre 1941. — Les épreuves du concours prévu à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 pour l'admission au stage à l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux auront lieu à Lomé de 7 heures à 12 heures dans la salle de conférence du gouvernement les vendredi 14 novembre 1941 pour l'épreuve n° 1 : Composition française, et samedi 15 novembre 1941 pour l'épreuve n° 2 : Economie politique.

La commission de surveillance sera composée de :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies *Président*  
M.M. Moal, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, *Membres*  
Sanson, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies.

#### **Education générale et sports**

Par arrêté n° 3604 E. G. S. en date du 14 octobre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française, M. Champion, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe, chef du service de l'enseignement, est nommé chef du service de l'éducation générale et des sports au Togo.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 2547 du 19 juillet 1941, il est de droit président du comité local de l'éducation générale et des sports du Togo.

#### **Enseignement**

Par décision n° 791 du :

6 novembre 1941. — Les épreuves écrites du certificat d'études primaires élémentaires auront lieu dans les centres de Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé et Mango le 12 novembre 1941. Elles commenceront le matin à 7 h. 30 et le soir à 14 h. 30.

Les épreuves orales auront lieu aux dates ci-après :

A Lomé, les 21 et 22 novembre 1941;

A Anécho, le 24 novembre 1941;

A Mango, le 1<sup>er</sup> décembre 1941;

A Sokodé, le 5 décembre 1941;

A Atakpamé, le 6 décembre 1941;

A Palimé, le 9 décembre 1941.

Par décision n° 793 du :

7 novembre 1941. — L'élève Lawson Gabriel est admis en 1<sup>re</sup> année de l'école primaire supérieure de Lomé.

#### **Résidence obligatoire**

Par arrêté n° 622 du :

7 novembre 1941. — Le nommé Kouami dit Totokplili, 25 ans environ, originaire de Sigbéhoué-Anécho, incarcéré le 11 novembre 1939 et condamné le 20 novembre 1939 par jugement n° 241 du tribunal du premier degré d'Anécho à 2 ans de prison et 3 ans d'interdiction de séjour pour vol, transféré de la prison de Lomé à celle de Klouto, est astreint à la résidence obligatoire à Sigbéhoué-Anécho pendant 3 ans, pour compter du 11 novembre 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

Le nommé Agbavon Kolédji Godwin dit Aziambé, 30 ans environ, originaire d'Agouévé (cercle de Lomé), incarcéré le 16 novembre 1940 et condamné le 23 novembre 1940 par jugement n° 40 du tribunal du premier degré de Klouto à un an de prison et 2 ans d'interdiction de séjour pour vol, est astreint à la résidence obligatoire à Agouévé pendant 2 ans pour compter du 16 novembre 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

Le nommé Dotoglohoun Elias Yao Yovo, 25 ans environ, originaire de Parahoué (Dahomey), incarcéré le 16 novembre 1940 et condamné le 23 novembre 1940 par jugement n° 40 du tribunal du premier degré de Klouto à un an de prison et deux ans d'interdiction de séjour pour complicité de vol, est astreint à la résidence obligatoire à Parahoué (Dahomey) pendant 2 ans, pour compter du 16 novembre 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

#### **Secours**

Par décision n° 783 du :

5 novembre 1941. — Sont accordés les secours ci-après aux sinistrés dont les noms suivent :

Simon Adri, du village de Zolou . . . 50 francs.

Vomesi Kitipui, du village de Zolou . . . 50 —

Kpogo Aholu, du village de Zolou . . . 50 —

Ahiabu Zomclo, du village de Zolou . . . 50 —

Amuzuvi Gone, du village de Zolou . . . 50 —

Tekpli Gidi, du village de Zolou . . . 50 —

Atsu Yekple, du village de Zolou . . . 50 —

Kpoedur Feda, du village de Zolou . . . 50 —

Ayisa Ameteku, du village de Zolou . . . 50 —

Adjido Ameteku, du village de Zolou . . . 50 —

Adi Agbamaglo, du village de Zolou . . . 50 —

Djimenu Ahiale, du village de Zolou . . . 50 —

Gone Tretu, du village de Zolou . . . 50 —

Ameteku Ahiavor, du village de Zolou . . . 50 —

Amedor Ahiator, du village de Zolou . . . 50 —

Kofi Selawoka, du village de Zolou . . . 50 —

Akpakli Ladugbe, du village de Zolou . . . 50 —

Akpani Akpololo, du village de Zolou . . . 50 —

Aziza Gede, du village de Zolou . . . 50 —

Gidi, du village de Zolou . . . 50 —

Afi Bobi, du village de Zolou . . . 50 —

Kluvia Awulosu, du village de Zolou . . . 50 —

Kuwornu Agbonu, du village de Zolou . . . 50 —

Hans Wekpe, du village de Zolou . . . 50 —

Félix Wekpe, du village de Zolou . . . 50 —

Kodjo Adigbo, du village de Zolou . . . 50 —

Akoto Agbesa, du village de Zolou . . . 50 —

Ahiamadi Agbesa, du village de Zolou . . . 50 —

Kodjo Akota, du village de Zolou . . . 50 —

Komlan Akota, du village de Zolou . . . 50 —

Amavi Kpadjahor, du village de Zolou . . . 50 —

Abotsi Ahama, du village de Zolou . . . 50 —

Klutse Ahama, du village de Zolou	50	—
Lumor Ahama, du village de Zolou	50	—
Gade Fia, du village de Zolou	50	—
Komi Fia, du village de Zolou	50	—
Komi Sika, du village de Zolou	50	—
Yawo Ge, du village de Zolou	50	—
Ge Djotra, du village de Zolou	50	—
Ayi Kpeklala, du village de Zolou	50	—
Metsowodo Vulete, du village de Zolou	50	—
Kossi Gblemu, du village de Zolou	50	—
Ahiamale Ahiayibor, du village de Zolou	50	—
Donkudji Zu, du village de Zolou	50	—
Tu Adrikpe, du village de Zolou	50	—
Adotsu Deta, du village de Zolou	50	—
Atikese Djoka, du village de Zolou	50	—
Afawubo, du village de Zolou	50	—

Par décision n° 796 du :  
8 novembre 1941. — Un secours éventuel de 6.000 francs (SIX MILLE FRANCS) est accordé à Mademoiselle Milleliri Olga, fille mineure d'un adjoint principal des services civils, placé sous mandat d'arrêt.  
Madame MILLELIRI, mère de l'ayant-droit est habilitée à percevoir le montant de ce secours.

#### Subventions

Par décision n° 779 du :  
31 octobre 1941. — Une subvention de DEUX MILLE FRANCS (2.000 francs) est accordée à la Société « Cosmopolite » (section musicale) ayant son siège à Lomé.

#### Surveillance des prix

(Séances des 15 et 20 octobre 1941)

#### Cie. F. A. O.

	Francs.
Sel — Le kilo	1.55

#### G. B. O.

Sucre raffiné scié — Le kilo	10.40
Vin rouge d'Algérie — Le litre	7.40
La bouteille de 70 cl.	6.25

Pipes Bruyère — Qualité série 2, longue, la pièce	6.—
Qualité série 2, longue, la pièce	5.25
Qualité série Noyer, la pièce	8.50
Qualité série 4, Noyer, la pièce	9.25

#### S. C. O. A.

Bois de la Côte d'Ivoire — Le mètre cube	2.790,—
--	---------

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### DOMAINES

##### Transactions immobilières

Le Commissaire de France porte à la connaissance de toute personne à qui la propriété d'un immeuble ou l'un des droits immobiliers suivants :

- une propriété ou usufruit d'un immeuble;
- constitution de servitude, d'hypothèque ou antichrèse;
- apport en société;

— location, à bail d'une durée ferme supérieure à neuf ans, a été transférée par un acte ayant acquis date certaine par la formalité de l'enregistrement, entre le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et le 20 octobre 1941, que la déclaration de cet acte doit être faite avant le 20 décembre 1941 à M. le Commissaire de France (service de l'enregistrement).

Aux termes de l'article 4 du décret du 8 août 1941 promulgué au Togo par arrêté 553 du 6 octobre 1941 (J. O. Togo 1941 n° du 16 octobre page 531) seront punis d'une amende de 16 à 200 francs ceux qui n'auront pas accompli cette formalité à la date prescrite.

#### Avis de demande d'immatriculation

##### au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition n° 1180, déposée le 27 octobre 1941, le sieur Chakpala Soussoukpo, profession de cultivateur-propriétaire, demeurant et domicilié à Atakpamé, cercle du Centre, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un trapèze sur lequel est édifié de diverses constructions en terre de barre, couvertes en tôles, à usage d'habitation d'une contenance totale de 12 ares 11 centiares situé à Atakpamé, quartier Woudou, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par terrain à la famille Anakpan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,  
BERLIE.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 22 décembre 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Woudou, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, en partie bâti, ayant la forme d'un trapèze, sur lequel est édifié de diverses constructions en terre de barre, couvertes en tôles à usage d'habitation, d'une contenance de 12 ares 11 centiares, et borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par terrain à la famille Anakpan dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Chakpala Soussoukpo, profession de cultivateur-propriétaire, demeurant à Atakpamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 27 octobre 1941, n° 1180.

Le conservateur de la propriété foncière,  
BERLIE.